

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, il y a eu huit jours samedi que j'ai rencontré les gens de cette région de l'Alberta et nous avons presque conclu cet accord. Je suis certain que même le député en sera heureux.

* * *

AFFAIRES PROVINCIALES

QUESTION RELATIVE AU BILL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE AYANT TRAIT À LA COMMISSION DES TERRES

[Français]

M. Gilles Caouette (Charlevoix): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice.

A-t-il pris connaissance du bill 42 du gouvernement de la Colombie-Britannique accordant à la Commission des terres, dont les membres ne sont pas élus, le droit de confisquer et de disposer, à sa discrétion, de tous les terrains agricoles pour créer des banques de terrains et des parcs, et ce, au mépris des droits des individus et des municipalités?

[Traduction]

L'hon. Otto Lang (ministre de la Justice): J'ai vu le projet de loi, monsieur l'Orateur.

[Français]

M. l'Orateur: A l'ordre. Je viens d'indiquer que nous atteignons la fin de la période des questions orales. J'espérerais donner la parole à deux ou trois députés sans accepter de questions supplémentaires avant de faire l'appel de l'ordre du jour.

* * *

LES FINANCES

LA SUPPRESSION DU TARIF PROTECTEUR SUR LE BŒUF AMÉRICAIN—DEMANDE D'INTERVENTION MINISTÉRIELLE

[Traduction]

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan lui a fait parvenir une lettre où il proteste contre la suppression du tarif protecteur sur le bétail et le bœuf américains importés au Canada. Le ministre entend-il revoir cette politique, comme on le lui demande, et fournira-t-il aux associations agricoles l'occasion de plaider leur cause?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, toutes les réductions tarifaires sur les biens de consommation, industriels ou agricoles, ne sont, bien sûr, que des mesures provisoires d'un an. Elles ont été conçues de manière à ne pas nuire à la production ni à l'emploi, et nous analyserons tout effet contraire qu'elles pourraient exercer sur la production ou l'emploi.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE CAS DE RONALD PATRICK LIPPERT INCARCÉRÉ À CUBA—DEMANDE D'INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE

M. Tom Cossitt (Leeds): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre sur un sujet que

Questions orales

j'ai déjà soulevé à quelques reprises en Chambre. Il s'agit de M. Ronald Patrick Lippert, citoyen canadien de Kitchener (Ontario) qui a déjà purgé, à Cuba, dix ans d'une peine de 30 ans de prison. Vu le peu de succès obtenu, ou peut-être le peu d'initiative manifestée dans ce cas par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le premier ministre voudrait-il communiquer avec son homologue, le premier ministre Fidel Castro de Cuba, pour essayer d'obtenir la libération de M. Lippert aussitôt que possible?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a traité de cette question à quelques reprises et je n'ai rien à y ajouter pour le moment.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je m'excuse auprès des honorables députés qui veulent poser des questions supplémentaires et qui n'ont pas encore eu l'occasion de le faire. Avant de passer à l'ordre du jour, la présidence cède la parole au député de Burnaby-Richmond-Delta.

* * *

AFFAIRES PROVINCIALES

LE BILL RELATIF À LA COMMISSION DES TERRES (C.-B.)— LA PROTECTION DES DROITS DES CANADIENS

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre ou au ministre de la Justice. Ont-ils reçu un télégramme ou une requête des partis d'opposition de l'Assemblée de la Colombie-Britannique demandant que le gouvernement fédéral les aide à supprimer les dispositions du bill 42 touchant les droits des citoyens canadiens et, s'ils ont reçu un télégramme, quels sont leurs projets à cet égard?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, pour autant que je sache, je n'ai pas reçu un tel télégramme. Je vais vérifier s'il est parvenu à mon bureau.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LA CONVOCATION DES COMITÉS PERMANENTS

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Il s'agit des travaux de la Chambre. J'exhorte le leader du gouvernement à la Chambre à mettre à l'œuvre les différents comités permanents qui étudieront les crédits, non seulement à cause de la lourde charge de travail que cela implique et de la date tardive de cet examen, mais également parce que différentes questions soulevées aujourd'hui pourraient être soumises aux comités.

Les questions posées au ministre de l'Industrie et du Commerce m'ont particulièrement intéressé. Si le comité permanent approprié se réunissait, toute la question des contradictions contenues dans l'Accord sur l'automobile pourrait faire l'objet de discussions à ce comité où on pourrait poser des questions et y répondre. Je ne veux pas dire, monsieur l'Orateur, que cela vous soulagerait de la charge que représente pour vous la période des questions mais si les comités se mettaient à l'œuvre, cela serait d'une grande aide pour la présidence et pour les députés.